



STELLANTIS CTCY

Lundi 2 décembre 2024

Toutes et tous, par la grève, censurons le gouvernement et les patrons !

Depuis un bon mois, c'est le patronat qui a fait le buzz en déclenchant une vague de licenciements sans précédent depuis 15 ans. Il a au moins 300 000 emplois dans son viseur, tout en menaçant d'en rajouter une centaine de milliers s'il venait à l'idée du gouvernement de rogner sur un seul des 150 milliards d'euros d'argent public qu'il touche chaque année.

Joutes parlementaires stériles... pour nous

Depuis la semaine dernière, les projecteurs se sont tournés vers l'Assemblée : 49.3 ou pas ? Barnier tombera ou tombera pas ? Le Rassemblement national joue au défenseur des pauvres en menaçant de censurer le gouvernement s'il augmentait la taxe sur l'électricité ? Mais à peine Barnier avait-il cédé que Marine Le Pen l'accusait d'aggraver le déficit ! Autrement dit, de ne pas nous faire les poches d'une autre manière, car elle s'est par ailleurs opposée à toute taxe sur les riches, les actionnaires ou les entreprises.

Le RN est en fait tiraillé entre la pression de sa base, qui voudrait bien retourner vite aux urnes pour dégager Macron et Barnier, et la volonté d'apparaître aux yeux de la bourgeoisie comme un parti « responsable », ennemi du « chaos » que les macronistes promettent en cas de censure du gouvernement. Or, même le PS et Hollande sont d'accord pour faire sauter le gouvernement. Le RN n'a donc pas intérêt à apparaître moins radical, quitte à reprocher tout et son contraire à un Barnier pourtant à plat ventre pour renchérir sur de nouvelles attaques contre les immigrés ou affirmer son soutien à la politique génocidaire de l'État israélien ! Quant à la gauche, elle promettait d'abroger la réforme des retraites en un jour de parlottes et un vote à l'Assemblée. Elle a finalement démontré que le tapis vert des institutions est aussi fort pour pondre des lois anti-ouvrières que pour censurer tout ce qui pourrait aller en sens inverse.

Le 5 décembre et après, à nous de jouer...

La colère monte depuis un mois dans la fonction publique contre le passage d'un à trois jours de carence en cas d'arrêt-maladie. Si l'attaque passe, nul doute que, parmi les travailleurs du privé, ceux qui sont

aujourd'hui protégés de ces jours de carence en seront également la cible.

L'appel intersyndical à la grève du 5 décembre recueille un écho extrêmement favorable, et particulièrement dans l'Éducation nationale : beaucoup d'écoles seront fermées. Alors que le gouvernement Barnier pourrait finir à la poubelle avant les sapins de Noël, il s'agit pour tous les salariés du public de s'engouffrer dans la brèche. Car, quel que soit le prochain Premier ministre, il mettra la même énergie à nous faire payer les dettes que les capitalistes ont fait contracter à l'État. Il mettra la même énergie à préserver les profits des patrons. Alors, le 12 décembre, les travailleurs du privé menacés de licenciement et les cheminots SNCF menacés de privatisation ont aussi intérêt à répondre en masse par la grève à leurs patrons.

...et de faire l'histoire ?

5 et 12 décembre : c'est une fenêtre de tir qui s'ouvre pour tous les travailleurs. Si les grévistes trouvent à leurs côtés, dans les manifestations de rue, sur les piquets de grève, d'autres travailleurs du privé et du public en lutte venus les rencontrer, des liens utiles pour tous commenceront à se nouer dans la perspective d'une lutte d'ensemble.

Personne n'a digéré la retraite à 64 ans, mais si demain une lutte d'ensemble éclate, elle ne devra pas se contenter de primes de licenciement misérables, de la suppression des jours de carence ou de 0,5 % d'augmentation de salaire. C'est l'ensemble de nos revendications que nous devons discuter entre nous, pour pouvoir les imposer finalement à nos adversaires !

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant : prends contact avec nos militants.

<https://npa-revolutionnaires.org/>

Une fin très darwinienne...

C'est donc lors d'un concile dominical que le conseil d'administration a acté la démission précipitée du psychopathe de la performance. Les raisons ? Divergence de point de vue apprend-on dans un communiqué de presse laconique.

Mais peu importe les tenants et aboutissants de ce vaudeville, on les laisse laver leur linge sale en famille. Les salariés n'auront rien à regretter du départ de Tavares qui a supprimé des dizaines de milliers d'emplois depuis 10 ans et fermé des sites à travers le monde. Ils n'auront pas plus à espérer de son remplaçant qui, gageons-le, appliquera, peu ou prou la même politique, aux ordres des familles Agnelli et Peugeot. Les salariés de Stellantis ne pourront compter que sur eux-mêmes pour défendre leurs intérêts à commencer par l'emploi, les salaires, les conditions de travail.

On ne va pas se laisser endormir

Mardi 26 novembre, lors d'une réunion sur les évolutions de production sur les 3 prochaines années pour tous les sites industriels, la direction a annoncé pour l'usine de Poissy, la plus sur la sellette, de la charge de travail jusqu'en 2027.

Ce ne sont que des prévisions et que de belles paroles. Le but est de rassurer les salariés pour qu'ils travaillent au maximum sans faire de vagues. Les prévisions changent vite et les paroles s'envolent. On n'a aucune confiance. Si elle voulait vraiment rassurer, la direction s'engagerait par écrit sur des garanties d'emploi, de pré-retraites et de salaires.

Contre la série noire : une lutte rouge

Volkswagen veut fermer 3 usines en Allemagne, Michelin veut en fermer 2 (1 250 emplois) en France, Nissan prévoit de supprimer 9 000 emplois dans le monde, Ford va encore en supprimer 4 000 en Europe (dont 2 900 à Cologne). C'est maintenant au tour de Bosch le plus important fournisseur de pièces automobile du monde qui veut supprimer 5 500 emplois, principalement en Allemagne, Stellantis annonce la fermeture de Luton en UK. Par-delà les frontières, quel que soit notre employeur, les salariés ont intérêt à s'unir contre leurs patrons et leur casse sociale mondiale.

Grève illimitée chez Novares

Depuis le 19 novembre, la quasi-totalité des 122 salariés de Novares Ostwald près de Strasbourg sont en grève illimitée pour obtenir de meilleures conditions de départ suite à l'annonce de la fermeture de leur site en 2025. La direction n'accorde notamment que 1 300 € brut par année d'ancienneté, les grévistes en veulent 3 000. Ils réclament que Stellantis, leur principal donneur d'ordre et responsable de la fermeture, paie une

partie des indemnités. Ce lundi ils sont allés voir leurs collègues d'un autre site Novares près de Colmar pour les avertir : d'autres fermetures vont se produire, il est donc nécessaire d'être solidaires dans la lutte.

Grève contre les suppressions d'emplois chez Volkswagen

L'annonce, début septembre, par la direction de Volkswagen de la possible fermeture de trois usines et jusqu'à 30 000 licenciements en Allemagne ne passe pas. Alors qu'on avait vendu aux salariés une « modération salariale » contre une promesse de maintien des emplois, on leur annonce finalement une baisse de 10 % des salaires et des suppressions de poste ! Les bénéficiaires de Volkswagen sont pourtant bien réels : 17,9 milliards en 2023, en augmentation de 13 %.

Dans plusieurs villes comme Hanovre, Zwickau ou Wolfsburg des milliers de salariés du groupe ont débrayé et manifester leur opposition à cette offensive devant les usines ce lundi 2 décembre, une mobilisation qui pourrait se poursuivre toute la semaine.

A Hanovre une banderole affichait « *Vous voulez la guerre, nous sommes prêts* » : les patrons de l'automobile mènent la guerre aux salariés pour préserver leurs profits, aux salariés de leur rendre coup pour coup.

Les CHU tirent la sonnette d'alarme

Les présidents des conseils de surveillance des 32 CHU viennent d'écrire au Premier ministre pour attirer son attention sur « *la situation financière inquiétante* » de ces établissements. Leur déficit cumulé est passé de 200 millions d'euros en 2021 à 1,1 milliard d'euros en 2024. En cause « *de nouvelles charges exceptionnelles* » au moment où les établissements « *étaient eux-mêmes fragilisés par les effets induits par la crise Covid* ». Conséquence : ils seront incapables de mettre en œuvre les projets de rénovation des grandes infrastructures qui se détériorent rapidement. La catastrophe continue de s'aggraver dans l'hôpital public.

En solidarité avec les peuples palestinien et libanais, manifestons le 7 décembre

Plus d'un an de massacres génocidaires contre la population de Gaza, avec plus de 42 000 morts. Deux mois de bombardements au Liban, qui ont fait au moins 2 800 morts. Et malgré l'annonce d'un cessez-le-feu, l'armée israélienne continue à frapper. En Cisjordanie, la politique de colonisation de l'État d'Israël s'accélère.

Pour dire notre opposition à la politique guerrière de Netanyahu, il faut amplifier la mobilisation. Soyons nombreuses et nombreux aux manifestations du 7 décembre.